

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article3728>



PISA 2009 est parue et c'est déjà oublié....

- SNES académique de Dijon - Départements - Nièvre - Actualités -



Publication date: vendredi 17 décembre 2010

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

L'enquête de l'OCDE : PISA 2009 est sortie la semaine passée et déjà elle n'occupe plus l'actualité.

Pourtant ce qu'elle révèle sur l'Éducation Nationale est pour le moins inquiétant, et devrait entrainer une réaction de notre gouvernement pour lutter massivement contre l'échec scolaire et permettre aux couches sociales les plus défavorisées de réussir par l'école. Certes, PISA est fortement critiquable parce qu'en travaillant sur une classe d'âge, elle défavorise les systèmes qui pratiquent le redoublement, ou encore parce qu'elle évalue surtout des connaissances opératoires et peu la culture ou les capacités fines de raisonnement. Mais quand cette enquête pointe une augmentation de la part des élèves en échec scolaire et le caractère encore plus socialement homogène des élèves qui réussissent, elle devrait nous faire réfléchir et particulièrement nos gouvernants qui ont conduit à ce résultat par la politique menée ces dernières années pour faire des économies budgétaires : réduction mécanique du redoublement sans se préoccuper de gérer les difficultés des élèves qui auraient dû redoubler, disparition des dédoublements en collèges (et maintenant en lycée), dégradation des conditions de travail des personnels et des élèves. Un minimum de conscience chez notre ministre devrait lui faire lancer un plan massif pour remettre à niveau les élèves en échec scolaire, et ne plus remplacer l'élitisme républicain par un élitisme social. Mais, rien à l'horizon, on continue à gesticuler sur les rythmes, le saupoudrage d'aides inefficaces pour les élèves en difficultés et les compétences en espérant trouver grâce au premier un nouveau moyen de supprimer des postes, en cachant l'échec de leur politique grâce au second et en utilisant les troisièmes comme un paravent qui masque le fait que de plus en plus les enseignants se trouvent devant des missions impossibles avec des classes trop chargées où l'hétérogénéité entre élèves en échec complet et élèves au niveau est proprement ingérable. Il faut dire que donner les moyens aux enseignants de faire réussir tous les élèves a un coût important que les idéologues libéraux jugent inutile puisqu'ils disent, Medef en tête, que l'on peut se contenter de ne former que la moitié des futurs citoyens. Mais ce sont des choix irresponsables pour l'avenir économique de la France et aussi pour celui de la démocratie. **Quel pacte républicain peut tenir longtemps, lorsque l'on décide de ne rien faire pour réparer la panne de l'ascenseur social ?**

Quand on considère l'évolution des résultats moyens de la France depuis les premières enquêtes PISA (2000 pour la compréhension de l'écrit, 2003 pour la culture mathématiques et 2006 pour la culture scientifique), on constate peu de variation concernant la compréhension de l'écrit et la culture scientifique, mais par contre un recul significatif en mathématiques où la France quitte le groupe des pays les plus performants pour celui des pays juste dans la moyenne. Il faut dire que les horaires de mathématiques au collège ont été réduits de manière significative sur les dix dernières années et qu'il n'y a plus de dédoublements.

En y regardant de plus près, on constate que l'OCDE souligne l'importance pour un système éducatif de ne pas mettre en concurrence les établissements d'un même bassin, de maintenir des examens externes aux établissements, de scolariser le plus tôt possible des élèves avant leur entrée dans le primaire ou encore de mieux payer les enseignants. On comprend mieux pourquoi le gouvernement est passé très rapidement sur l'enquête PISA 2009 en évoquant seulement l'augmentation de la part des élèves en échec scolaire, cette dernière souligne trop ses mauvais choix : mise en concurrence des établissements avec l'assouplissement de la carte scolaire ou la réforme des lycées, multiplication des CCF et correction d'une partie du brevet par des professeurs de l'établissement, remise en cause de la scolarisation des deux ans, gel (et même baisse avec la réforme des retraites) du salaire des enseignants.

Enfin dernier point que le gouvernement s'est bien gardé de relever, entre 2000 et 2007 les dépenses par élève entre 6 et 15 ans ont augmenté de 5% en France alors que cette augmentation est en moyenne de 25% dans les pays de l'OCDE. Preuve que le dégraissage du mammoth n'a pas été un simple toilettage mais un vrai renoncement à une ambition scolaire.